



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 12 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SÉCATEURS PRADINES

1, rue Roger Devillé
ZI de Beauregard
49150 Baugé-en-Anjou

Références : 2024-300_SECATEURS PRADINE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006311190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement SÉCATEURS PRADINES implanté 1, rue Roger Devillé ZI de Beauregard 49150 Baugé-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SÉCATEURS PRADINES
- 1, rue Roger Devillé ZI de Beauregard 49150 Baugé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006311190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SECATEURS PRADINES est une entreprise spécialisée dans la fabrication d'outillage pour l'entretien des jardins et des vignes (différents types de sécateurs, des cisailles, des taille-haies, etc.).

Un dossier de mise à jour de la situation du site a été transmis en septembre 2017 suite à la séparation de la société DEVILLE SA en SECATEURS PRADINES et DEVILLE ASC. Le site SECATEURS PRADINES est soumis à autorisation pour le traitement thermique par bains de sels fondus (rubrique 2562.1). Les autres installations sont soumises à déclaration (travail mécanique des

métaux, dégraissage lessiviel, vibro-abrasion, injection plastique notamment). Dans l'attente de la séparation administrative des 2 sites DEVILLÉ ASC et SÉCATEURS PRADINES, l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 reste applicable aux installations de SÉCATEURS PRADINES (pour les dispositions qui les concernent).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.8	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Installation de vibration – prévention de la pollution des sols	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I points 2.9 et 2.10 Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.1	Demande d'action corrective	30 jours
14	Gestion de déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Evolution de nomenclature – rubriques 4000	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 5.8	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 5.1, 5.3.1, 5.6 Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 27	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2-a	Sans objet
5	Installation de vibration – étanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I point 2.9 Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.2	Sans objet
7	Installations de travail des métaux – étanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10 Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.1	Sans objet
8	Installations de travail des métaux – prévention de la pollution des sols	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10 Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.1	Sans objet
9	Déchets - Tri 5 flux	Code de l'environnement du 10/02/2020, articles L.541-21-2 et D. 543-278 à 284	Sans objet
10	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 3.2.4	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.7	Sans objet
13	Situation administrative / caractéristiques des installations	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 1er et 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les ateliers, le stockage en palettier et la zone de stockage des déchets ont été vus en visite.

Le suivi par l'exploitant des actions correctives à mener pour la mise en conformité des installations a contribué à la levée de plusieurs constats, notamment pour la prévention de la pollution des sols, le contrôle des rejets atmosphériques canalisés, le désenfumage des locaux, la gestion des déchets et les moyens de lutte incendie.

Par ailleurs, le bassin de confinement en construction a été vu en visite.

Concernant le local de vibrage, une action corrective reste à mener sur la méthode de vidange des bols qui ne doit pas utiliser la rétention du local.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evolution de nomenclature – rubriques 4000

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 4XXX
Prescription contrôlée :
Nomenclature Rubriques 4000
Constats :
<p>En 2016, il avait été demandé à l'exploitant de déclarer le positionnement de ses installations au regard des nouvelles rubriques 4000, afin que l'antériorité puisse le cas échéant être prise en compte, et de fournir les éléments relatifs au statut Seveso.</p> <p>En visite 2020, les justificatifs de classement et de calcul transmis en 2017, et notamment la liste des produits considérés était incomplète au regard de la liste fournie après la visite. Seuls les stockages de produits neufs avaient été considérés (absence d'informations sur les produits présents dans les installations ou en déchet). Les éléments indiquaient que le site n'était pas classé en rubrique 4XXX, or un des sels utilisés pour le traitement thermique comportait la mention de danger H272 visée par la rubrique 4440.</p> <p>Par courrier du 21 décembre 2020, l'inspection a été informée, qu'au niveau des installations, le site dispose d'une ligne de trempe (« ligne de trempe 333 ») dans l'atelier A8 d'une capacité de production de 300 kg/h. Le produit Durferrit GS650 pour le sel de chauffe est utilisé (600 kg de sel, soit 400 litres) et le produit Durferrit AS140 est utilisé pour le sel de trempe et le sel de revenu (10 000 kg de sel, soit 5200 litres). Avec 5 600 litres de sels en fusion sur cette ligne, le site est soumis au régime de l'autorisation en rubrique 2562 - « Chauffage et traitement industriel par l'intermédiaire de bains de sels fondus ». Compte-tenu des quantités de sel AS140 présentes sur la ligne et sur le site (stockage pour alimenter la ligne et stockage palettier), le site dispose de 14 000 kg de produits visés en rubrique 4440. A noter que les boues formées à partir du process proviennent du sel de chauffe GS650 (non classé en H272), Ainsi, le site est soumis au régime de la déclaration pour la rubrique 4440 - « Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3 » (seuil du régime de la déclaration à 2 tonnes).</p> <p>Par ce même courrier, l'exploitant a transmis le calcul Seveso mis à jour. Le site n'est pas classé SEVESO (pas de classement au niveau seuils des rubriques concernées, ni classé par la règle des cumuls).</p> <p>Lors de la visite du 19 juin 2024, l'exploitant a indiqué que les activités n'ont pas été modifiées depuis ce courrier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité contrôle
Prescription contrôlée : Cette autosurveillance porte sur : [...] - le bon traitement des effluents atmosphériques [...]. Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an. Les analyses doivent porter sur les paramètres visés au paragraphe 5.6.
Constats : En visite 2020, il avait été constaté que seul le rejet de l'installation de traitement par bains de sels fondus était contrôlé et la fréquence de surveillance annuelle n'était pas respectée (contrôle inopiné en juin 2018 et dernier contrôle en juin 2020) Par mail du 14 juin 2024, les rapports des mesures atmosphériques sur les années 2022, 2023 et 2024 ont été transmis à l'inspection. Les installations mesurées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• atelier A7 : deux installations de dégraissage (un point de rejet pour chaque installation) ;• atelier A8 : traitement thermique au sel (laveur de gaz - un point de rejet). Les paramètres mesurés sont ceux visés au paragraphe 5.6 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, articles 5.1, 5.3.1, 5.6 Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement bains de sels fondus
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1</u> Les poussières, gaz polluants ou odeur sont captés à la source, canalisés et épurés au moyen des meilleures technologies économiquement utilisables avant tout rejet à l'atmosphère. <u>Article 5.3.1</u> L'air extrait [...] des bains de sels fondus, de travail mécanique, [...] est traité avant rejet de façon à éviter toute incommodité pour le voisinage et à respecter au niveau du rejet les valeurs limites du paragraphe 5.6 ci-après. <u>Article 5.6</u> Les teneurs en polluants des gaz épurés doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit : <ul style="list-style-type: none">- Acidité totale en H : 0,5 mg/Nm3- Alcalins en OH : 10 mg/Nm3- NO_x exprimé en NO₂ : 100 ppm (soit 200 mg/Nm3)- HF : 5 mg/Nm3- Cr total : 1 mg/Nm3- COV : 100 mg/Nm3- Cr VI : 0,1 mg/Nm3- poussières totales : 150 mg/Nm3 <u>AM du 02/02/1998 - article 27</u> Valeurs limites applicables aux installations soumises à autorisation sous la rubrique 2562 (traitement par bains de sels fondus) : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales : 100 mg/Nm3 si flux ≤ 1 kg/h, 40 mg/Nm3 si flux > 1 kg/h (plus contraignante

que l'AP).
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 12 mars 2021, l'exploitant a transmis le rapport des mesures atmosphériques effectuées les 10 et 17 décembre 2020 sur les installations de dégraissages en atelier A7. Les rejets sont conformes aux valeurs limites d'émissions prescrites à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral du 02/10/2000 et à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (poussières totales).</p> <p>Sur les 3 dernières campagnes de mesures (2022, 2023 et 2024), le flux massique des poussières sur la cheminée du traitement thermique au sel est inférieur à 1 kg/h, la valeur limite d'émission applicable est 100 mg/Nm³. Les rapports des mesures atmosphériques 2022, 2023 et 2024 ne mettent pas évidence de non-conformité vis-à-vis des valeurs limites d'émissions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 et de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (poussières sur activité traitement thermique au sel).</p> <p>Observation : Les conditions de fonctionnement doivent être explicitées dans le rapport notamment la nature des produits d'entrée et produits finis, ou autres éléments nécessaires à l'interprétation des résultats (conformément au point 2.c de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010, portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2-a
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de dégraissage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission, exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés, ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :</p> <p>- alcalins (exprimés en OH) : 10 mg/m³ (quel que soit le flux horaire).</p>
<p>Constats :</p> <p>En visite 2020, il avait été constaté que les deux installations de dégraissages, disposant de système de captation des émissions avec rejet en toiture, ne faisaient pas l'objet de contrôle pour les émissions atmosphériques.</p> <p>Par mail du 12 mars 2021, l'exploitant a transmis le rapport des mesures atmosphériques effectuées les 10 et 17 décembre 2020 sur les installations de dégraissages en atelier A7. Les rejets sont conformes à la valeur limite d'émission de l'article 6.2-a de l'arrêté ministériel du 27/07/2015. Les mesures atmosphériques 2022, 2023 et 2024 ont été effectuées sur les deux installations de dégraissage (transmission par mail du 14/06/2024). Les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installation de vibrage – étanchéité des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I point 2.9</p> <p>Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.2</p>
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution des sols

Prescription contrôlée :AM du 30/06/1997 – Annexe I point 2.9

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

AP du 02/10/2000 - article 4.3.2

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à 1 g/l est muni d'un revêtement étanche et inattaquable.

Constats :

Le site dispose d'une installation de vibro-abrasion située dans un local dédié au sein du bâtiment A7 (installation soumise à déclaration sous la rubrique 2565-4 selon le dossier de 11/ 2017).

En visite 2020, l'inspection avait constaté la vétusté du sol du local (béton fissuré, trous). Celui-ci n'assurait plus une bonne étanchéité, alors que l'installation met en œuvre de l'huile soluble anti-corrosion et du dégraissant. Par ailleurs, les cuves de vibration étaient vidangées directement sur le sol. Les liquides étaient recueillis par un regard, depuis lequel les liquides étaient pompés pour être stockés en GRV. L'inspection avait indiqué à l'exploitant que les sols n'étaient pas destinés à servir de capacité de transvasement de produits liquides susceptibles de créer une pollution des sols (l'étanchéité des sols étant imposée pour la prévention des pollutions en cas d'écoulement accidentel uniquement).

Par courrier du 21 décembre 2020, l'exploitant a indiqué que les sols du local de vibro-abrasion allait être refait (étanchéification). Une étude devait être réalisée pour effectuer le pompage des produits usés directement depuis le bol de vibration, sans déversement au sol.

Par courrier du 2 juin 2021, l'inspection a été informée de la réalisation de la vidange des 2 cuves sans déversement sur le sol de l'atelier (pompage directement dans le bol puis collecte en GRV).

Par courrier du 7 janvier 2022, l'exploitant a informé de l'intervention effectuée en novembre 2021 sur le sol du local de vibration. Le sol maçonné intègre des caniveaux et une zone de récupération des eaux en inox.

Le local de vibration a été visité lors de l'inspection 2024. Les travaux ont été constatés :

- résine spécifique rendant le sol étanche aux déversements accidentels,
- caniveaux près des installations de vibration et près de la sortie permettant de recueillir les éventuels déversements, et raccordés à une rétention en inox,
- rebords de par et d'autres des caniveaux situés en sortie du local pour empêcher les écoulements en dehors de cet atelier.

Le sol n'est plus utilisé pour transvaser les huiles usagées. Les déversements accidentels sont recueillis par des caniveaux reliés à une rétention en inox. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel était effectué deux fois par an, la consignation du contrôle n'a pas été vérifiée en visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installation de vibration – prévention de la pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I points 2.9 et 2.10
Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel

Prescription contrôlée :AM du 30/06/1997 - Annexe I point 2.9

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. [...]

AM du 30/06/1997 - Annexe I point 2.10

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

AP du 02/10/2000 – article 4.3.1

[...]Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.[...]

Constats :

L'exploitant a expliqué la manœuvre effectuée pour vidanger les bols des installations de vibrage. L'huile usagée est directement pompée dans le bol et recueillie dans un récipient situé sur un chariot. Le chariot est ensuite placé sur les caillebotis recouvrant la rétention du local de vibrage. Les récipients sont vidés dans la rétention. Un flotteur, situé dans cette rétention, déclenche automatiquement la pompe en cas de liquide présent dans celle-ci. L'huile usagée est pompée de la rétention vers un GRV qui possède sa propre rétention.

Cette méthode de stockage dans la rétention, même temporaire, n'est pas autorisée. Une rétention servant à recueillir les déversements accidentels ne peut pas être considérée comme un réservoir de stockage. La rétention doit rester vide pour assurer sa fonction et retenir les éventuelles fuites ou déversements accidentels.

Par ailleurs, l'activation automatique de la pompe sur la rétention ne permet pas de constater un déversement accidentel. La rétention doit être munie d'un déclencheur d'alarme point bas. L'activation de la pompe ne peut se faire que manuellement.

Un réservoir fixe se définit par un volume de stockage fixe disposant d'une jauge de remplissage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

⇒ La méthode de transvasement doit être revue. La rétention du local ne correspond pas à la définition d'un réservoir, qui est défini par un volume de stockage fixe disposant d'une jauge de

remplissage. La rétention doit être vide en permanence pour assurer sa fonction de prévention des déversements accidentels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Installations de travail des métaux – étanchéité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10
Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution des sols

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/1997 – Annexe I point 2.10

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...]

AP du 02/10/2000 - article 4.3.1

[...]La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.[...]

Constats :

En 2020, l'inspection avait constaté que les 2 cuves d'huiles situées en sous-sol de l'activité affûtage ne disposaient pas de rétention. Une fosse enterrée avait été constatée, pouvant servir de rétention, mais celle-ci n'était pas reliée aux cuves. Aussi, l'étanchéité de cette fosse posait question (présence de différents raccord dans le revêtement, absence de contrôle de l'étanchéité par l'exploitant).

Par courrier du 21 décembre 2020, l'inspection a été informée qu'une étude était en cours avec :

- en réflexion,
 - soit la construction d'un muret bétonné autour des cuves de stockage des huiles solubles de rectification (disposer d'une rétention propre aux cuves)
 - soit le remplacement des cuves par des cuves double-peau, équipées de capteur de fuite
- l'installation d'une détection en point bas avec report d'alarme à l'étage pour le système de rétention retenu.

Aussi, il était indiqué que la fosse située au sous-sol était contenue dans une fosse maçonnée double-peau. Une opération de surveillance régulière devait être mise en place pour confirmer l'étanchéité.

Par courrier du 2 juin 2021, l'exploitant a indiqué que les travaux d'aménagements étaient planifiés en août 2021 (chemisage inox étanche pour la fosse). La construction d'un muret bétonné autour des cuves de stockage des huiles solubles de rectification pour raccord à la rétention, était envisagé.

Par courrier du 7 janvier 2022, l'exploitant a informé de la construction en août 2021 du muret bétonné (photo transmise).

En visite 2024, l'inspection a constaté la construction du muret autour des cuves et le raccord de la zone à la fosse en inox, utilisée pour la rétention. La fosse dispose d'un volume de 10 m³ et est

suffisamment dimensionnée pour recueillir les déversements accidentels des 2 cuves (capacité unitaire de 4 m³). La rétention dispose d'un système de détection en point bas avec un report d'alarme visuel au sous-sol et à l'atelier d'affûtage au-dessus.
L'exploitant a indiqué que le contrôle visuel et le nettoyage de la cuve étaient effectués tous les 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations de travail des métaux – prévention de la pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10
Arrêté préfectoral du 02/10/2000, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution des sols

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/1997 – Annexe I point 2.10

[...]Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.[...]

AP du 02/10/2000 – article 4.3.1

[...]Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.[...]

Constats :

Par courrier du 21 décembre 2020, l'exploitant a indiqué qu'une alarme de détection point bas avec report à l'étage devait être installée. Le stockage, même provisoire ne devait plus être effectué dans cette fosse, des GRV devaient être utilisées à la place (pompage direct par le prestataire des cuves vers les GRV).

Le remplacement de la rétention PVC par une cuve en Inox était en projet pour cette fosse enterrée.

Par courrier du 7 janvier 2022, l'inspection a été informée que la fosse ne servait plus de cuve de stockage de liquide, des GRV sont utilisés à la place pour le stockage des liquides usés vidangés en attendant le pompage pour évacuation en déchet (photo transmise de racks GRV avec rétention). La rétention PVC a été remplacée par une cuve Inox en août 2021 et dispose d'une alarme de détection en point bas avec report à l'étage (photo transmise).

En visite 2024, l'inspection a constaté que la fosse était vide de tout liquide. Dans la zone de déchets, les GRV pour le stockage des huiles usagées ont été vus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets - Tri 5 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, articles L.541-21-2 et D. 543-278 à 284

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Obligation de tri à la source des déchets de papier, métal, plastique, verre et bois, par rapport aux autres déchets, et collecte des déchets du tri 5 flux séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

Constats :

En 2020, l'inspection avait constaté qu'une gestion séparée des déchets du tri 5 flux était effectuée mais la présence de quelques cartons dans la benne des DIB avait été relevée.

Par courrier du 21 décembre 2020, la gestion déchets sur le site a été explicitée (schématisation du tri effectué, identification des contenants de collecte avec affichettes).

En visite 2024, la nouvelle zone de stockage des déchets a été observée avec les différentes bennes du tri 5 flux, disposant d'affiches pour identifier le type de déchet associé au contenant. Cette gestion séparée des déchets a aussi été observée dans les ateliers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 3.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les toitures de l'ensemble des ateliers sont équipés d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle d'une superficie au moins égale à 1/200 e.

[...]

Les locaux doivent être coupés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m². Ces cantons sont de superficie sensiblement égales et leur longueur ne doit pas excéder 60 m. Ils sont délimités soit par des écrans de cantonnement en matériaux incombustibles et stables au feu de degré 1/4 heures, soit par des éléments de structure présentant le même degré de stabilité.

[...]

Constats :

En visite 2020, l'exploitant n'avait pas pu justifier de la superficie de désenfumage des locaux et du respect des dispositions relatives au cantonnement.

Par courrier du 21 décembre 2020, les superficies des surfaces de désenfumage ont été justifiées. Un plan de localisation des exutoires avec leur commande dans les ateliers a été transmis.

Une étude était prévue pour renforcer des ouvertures de désenfumage dans certaines zones qui en avaient besoin (atelier A5 et maintenance A6).

Par courrier du 2 juin 2021, l'exploitant a informé l'inspection de la tenue des travaux en juillet pour équiper les ateliers A5 et le stockage en palettier (dans bâtiment A5).

Par courrier du 7 janvier 2022, la mise en place des ouvertures de désenfumage étaient prévues sur le bâtiment A5 au premier semestre 2022 et une étude était en cours pour les bâtiments A8 et A6 avec une mise en place au printemps 2022.

Par courrier du 14 mars 2023, l'inspection a été informée de l'installation du système de désenfumage sur le palettier et les ateliers A5 ainsi que l'atelier A7 (photos transmises). L'installation de dix trappes de désenfumage était prévue pour mai 2023 et des chiffrages étaient en cours pour le four à sel, l'usage A8 et le sous-sol A8.

En visite 2024, certains systèmes de désenfumage installés ont été observés, les commandes automatique et manuelles ont notamment été vues pour l'atelier formage à froid (bâtiment A7).

Les systèmes n'ont pas été testés en visite.

Il a été indiqué en visite qu'il n'y aurait pas de travaux supplémentaires sur les locaux du four à sel, A8 usinage et le sous-sol. Le premier local possède un taux de désenfumage de 1,84 %, le deuxième

ne contient plus de machines à usiner et sert aujourd'hui pour du petit stockage (pièces métalliques, etc). Pour le sous-sol, l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une impossibilité technique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.7

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

[...]L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques en nombre suffisant et judicieusement répartis. Outre les dispositifs portatifs et RIA, la défense externe contre l'incendie est assurée par au moins 3 poteaux d'incendie conformes à la norme NFS 61-213 situés à moins de 100 m des bâtiments à protéger et permettant un débit de 60 m³/h chacun.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation de ces 3 poteaux, la défense contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau équivalente de 120 m³ au moins par poteau non conforme. Son implantation est soumise pour avis au SDIS.[...]

Constats :

En visite 2013, il avait été constaté que les 3 poteaux incendie du domaine public ne pouvaient pas délivrer simultanément 180 m³/h. Une réserve souple d'une capacité de 240 m³ avait été mise en place sur le site (côté Devillé ASC).

Suite à la séparation des deux sites, la société DEVILLE ASC a remis un dossier en décembre 2017. Celui-ci indiquait que la réserve d'eau de 240 m³ avait été supprimée et remplacée par 2 nouveaux poteaux incendie de 67 et 70 m³/h. Les 3 poteaux incendie existants sur le domaine public disposaient des débits suivants : 61, 107 et 75 m³/h. Il n'avait pas été précisé si les débits indiqués correspondaient aux débits en fonctionnement simultané.

En visite 2020, la société SECATEUR PRADINES, qui exploitait les bâtiments A5, A6, A6bis, A7 et A8 après séparation de l'ancien site DEVILLE SA, n'avait pas pu préciser les besoins en eau pour le site et justifier de la pertinence des moyens de lutte contre l'incendie existants.

Par courrier du 21 décembre 2020, un calcul des besoins en eau a été transmis (calcul D9). L'exploitant avait défini le groupement A7/A8 comme déterminant pour le calcul des besoins. Le volume nécessaire était de 480 m³ pour deux heures.

Des poteaux incendie sont répartis autour du site :

- poteaux DEVILLE ASC : 2 poteaux ;
- domaine public : poteaux n°35, 41 et 36, le poteau 36 était hors d'usage (relance faite à la commune pour réparer ce PI).

Par courrier du 2 juin 2021, l'inspection a été informée qu'une rencontre entre l'entreprise et le SDIS avait eu lieu en avril 2021 pour déterminer le volume d'eau nécessaire, soit 50 % du débit fourni avec des poteaux situés à moins de 200 mètres du site et les 50 % restant fournis par des poteaux à moins de 400 mètres du site.

Ainsi, le site disposait des moyens nécessaires avec 5 poteaux situés à moins de 200 mètres du site (n°12185, 2779, 2777, 2783 et 2778). Un projet de déplacement de la borne n°2778 était cependant attendu sur un deuxième réseau d'eau situé dans la rue Roger Devillé pour renforcer l'alimentation des poteaux.

Par courrier du 7 janvier 2022, l'exploitant a informé de la réalisation des travaux en octobre 2021

sur le réseau d'eau communal avec le renforcement du débit. Des mesures de débits étaient prévues en février 2022.

Par courrier du 14 mars 2023, l'exploitant a informé que le calcul D9 était revu car la construction du bâtiment A7/A8 est finalement en maçonnerie et non en bardage double peau sur structure acier (modification des coefficients sur le calcul D9). Ainsi le besoin en eau ne considère plus la surface du bâtiment A7/A8 comme la plus contraignante, mais celle du bâtiment A5. Le besoin finalement calculé à 216 m³/h, soit 431 m³ pour une intervention de deux heures.

Des mesures de débits ont été effectuées le 13 octobre 2022 par la société BEDRICH (rapport transmis par mail du 14/06/2024). Les mesures ont été réalisées en simultané pour les 3 poteaux de l'avenue Beauregard. Le volume d'eau assuré est de 227 m³/h soit 454 m³ pour deux heures.

Observation : Le contrôle sur les hydratants du 13 octobre 2022 avait soulevé quelques non-conformités. L'exploitant devra être attentif au suivi des actions correctives effectuées par la commune.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 8.8

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Constats :

En visite 2020, l'inspection avait constaté que le bassin de confinement, anciennement exploité par le site DEVILLE SA désormais séparé en deux, n'était pas étanche (bassin enherbé, sans géomembrane). Le bassin appartenait à la commune et assurait également la régulation des eaux pluviales des sites DEVILLE ASC et SECATEURS PRADINES ainsi que les zones périphériques (habitations/activités).

Il avait été demandé à l'exploitant de justifier du volume de bassin nécessaire à la rétention des eaux pour la lutte incendie du site et de s'assurer que le bassin pouvait contenir le volume nécessaire au site mais aussi celles de DEVILLE ASC et de la zone périphérique. En cas d'insuffisance, un échancier de mise en conformité du bassin était demandé.

Plusieurs échanges entre décembre 2020 et mars 2023 ont eu lieu concernant le calcul D9A et les actions en cours.

Par mail du 14 juin 2024, le calcul D9A à jour a été transmis. Le volume d'eau lié aux intempéries est de 123 m³ et le volume de rétention est calculé à 547 m³. Le volume considéré pour le besoin en eau dans le calcul est de 420 m³ et incohérent avec le calcul D9 de 431 m³ (cf. constat n°11). L'inspection relève toutefois que le dimensionnement du futur bassin est suffisant malgré cet écart de 11 m³ (voir ci-dessous).

Par courrier du 29 avril 2024, la société DEVILLE ASC a informé l'inspection que le bassin de confinement servirait pour les deux sites. Le dimensionnement du bassin considère le volume du besoin en eau le plus contraignant des deux sites et l'emprise des deux établissements pour le volume d'eau associé aux intempéries (surface active pour une pluie de 10 litre/m²). Le bassin fera a minima 1 096 m³. La société DEVILLE ASC, assurant la maîtrise d'ouvrage, a transmis un bon de commande pour la construction du bassin et une livraison au 29 juin 2024 (bon de commande

n°2401261 du 16/04/2024).

En visite du 19 juin 2024, l'inspection a constaté la construction en cours du bassin. L'exploitant a indiqué que le terrain et le bassin ont été achetés en indivision par les deux entreprises.

Par mail du 27 juin 2024, une convention signée le 12 décembre 2023 par la société DEVILLE ASC et la commune de BAUGE-EN-ANJOU a été transmise. Dans cette convention, la commune s'engage à effectuer des travaux de raccordement sur les eaux pluviales du quartier, pour les déconnecter au bassin de rétention qui sert aux deux entreprises DEVILLE ASC et SECATEURS PRADINES.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

⇒ Les justificatifs des travaux achevés, la convention établie entre les deux sociétés pour l'accès au bassin par le chemin communal ainsi que la gestion du bassin (notamment pour son entretien) seront à transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 13 : Situation administrative / caractéristiques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 1er et 3.1

Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques installations

Prescription contrôlée :

Article 1^{er} - Tableau nomenclature

Article 3.1 - Caractéristique des installations

Constats :

En visite 2020, une polisseuse, installation visée par la rubrique 2575 de la nomenclature (emploi de matières abrasives), avait été observée dans l'un des ateliers. L'exploitant n'avait pu préciser la puissance de cette installation et donc le classement éventuel à déclaration sous la rubrique 2575. Cette installation n'était pas mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 02/10/2000.

Aussi, un positionnement sur la rubrique 1510 était attendu considérant l'installation de stockage en palettier des consommables, encours et produits finis observé en visite.

Par courrier du 21 décembre 2020, l'exploitant a indiqué que la machine Grinder (machine n°263) possède une puissance de 12 kW, soit inférieur au seuil de déclaration de la rubrique 2575 (20 kW).

Concernant l'installation de stockage :

- en palettier, situé en en A5 (volume 12 420 m³ - stockage de matières premières, encours production et déchets, autres consommables)
- et en zone des expéditions (volume 874 m³ - stockage des produits finis et emballages cartons),

l'exploitant a procédé à un calcul des matières combustibles. Ce stockage est de 275 tonnes, soit inférieur au seuil de 500t de la rubrique 1510.

Le stockage en palettier a été vu en visite, l'essentiel du stockage est en métal mais contenu dans des récipients en plastique. Dans le calcul, l'exploitant a considéré ces contenants ainsi que les consommables et les composants combustibles contenus dans les produits finis.

L'exploitant a informé de la suppression de la polisseuse. Un bon de destruction daté au 27 juin 2022 a été transmis par mail du 27 juin 2024 (machine n°263).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Gestion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

En visite 2020, il avait été constaté que certains déchets dangereux (huiles usées, D3E, ...) du site

SÉCATEURS PRADINES transitaient encore par le site DEVILLÉ ASC (stockage sur le site DEVILLÉ ASC et enlèvement groupé des déchets des 2 sites).

Un suivi de ses déchets de façon distincte du site DEVILLÉ ASC était toutefois réalisé (registre déchets dédié), y compris pour les déchets qui transitaient par DEVILLÉ ASC.

Cependant cette méthode d'organisation conduisait le site DEVILLÉ ASC à être visé par les rubriques de la nomenclature ICPE relatives aux installations de transit de déchets (exemple rubrique 2718 pour les déchets dangereux). Les BSD devaient dans ce cas faire apparaître la prise en charge par Devillé ASC des déchets en transit, ce qui n'était pas le cas.

Certains effluents usés des installations de dégraissage étaient transférés par containers sur le site DEVILLÉ ASC pour y être traités dans la station d'épuration de ce site. Ainsi, cette station d'épuration devait être classée comme installation de traitement de déchets dangereux.

Par courrier du 21 décembre 2020, l'inspection avait été informée que la gestion des déchets sur le site serait totalement indépendante de DEVILLE ASC. Les destinations et contenants prévus pour chaque type de déchet (dangereux et non dangereux) ont été indiquées.

En visite 2024, la nouvelle zone de stockage des déchets a été observée (tri 5 flux et armoire de stockage des huiles usagées).

Les attestations annuelles d'enlèvement des déchets tri 5 flux ont également été vues en visite et transmises par mail du 27 juin 2024 (attestations datées au 24/01/2024). Le registre des déchets dangereux transmis par mail du 14 juin 2024 indique que leur enlèvement est effectué depuis le site.

Les déchets ne transitent plus par le site DEVILLÉ ASC.

Les données figurant dans le registre des déchets dangereux répondent aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Pour le registre des déchets non dangereux vu en visite et transmis par mail du 27 juin 2024, certaines informations restent à ajouter, notamment pour l'identification du prestataire qui enlève et traite les déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

⇒ Le registre des déchets non dangereux doit être complété selon l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective